

Dieudonné : le fiasco de Valls a ridiculisé la France aux yeux du monde entier



Grâce au ministre de l'Intérieur, la France est la risée du monde entier. En entamant, de manière grotesque, une procédure liberticide contre l'humoriste Dieudonné, par ailleurs financé par l'Iran, Manuel Valls, soutenu par les élites juives, l'ensemble du mouvement antiraciste et tout le show-biz, croyait se faire, à bon compte, un profil de combattant impitoyable contre l'antisémitisme.

Non seulement la démarche a fait long feu, et il a été facile de montrer que le véritable antisémitisme venait des mosquées et de l'islam, mais cette journée de jeudi demeurera un cauchemar pour quiconque est attaché à un véritable état de droit. Certes, ceux qui considèrent que la fin justifie les moyens pourront fanfaronner, puisque le spectacle n'a pu se tenir, à Nantes.

Pourtant, à 14 heures 30, le tribunal administratif renvoyait dans ses buts le préfet de Nantes, mandaté par la place

Beauvau, et refusait l'interdiction de spectacle. Les arguments retenus par les magistrats paraissaient légitimes : le spectacle de Dieudonné, donné durant plusieurs semaines à la Goutte d'Or, ne paraissait pas prioritairement tourné vers un discours de haine contre une seule communauté. Et le serait-il qu'il appartenait aux victimes de déposer plainte. Mais surtout, le coup du trouble à l'ordre public était démasqué par le tribunal, qui rappelait au préfet qu'il lui appartenait, au nom de la défense de la liberté d'expression, de créer les conditions, avec les forces de police et de gendarmerie dont il disposait, pour mettre fin aux possibles troubles.

Terrible camouflet pour Valls, et pour ce gouvernement ! Ils devenaient la risée de tous ceux qui, en France, étaient attachés à la défense de la liberté d'expression et artistique, y compris quand elle venait de quelqu'un dont on ne pouvait partager les propos.

C'était sans compter sans les rouages de la dictature socialiste qui se met de plus en plus insidieusement en place. Le Conseil d'Etat sera réuni deux heures après la décision, fait unique dans les annales de la République ! Et, servilement, il cassera la décision du tribunal administratif. C'est tellement énorme que même le président de la LDH a été obligé de sortir le minimum syndical, et de protester. Maître Eolas, pourtant peu suspect de véhiculer des « idées nauséuses », se permet de dire : **« Nous sommes maintenant dans un régime préventif de la liberté d'expression, et c'est une boîte de Pandore qui est ouverte. Dans son ordonnance, le Conseil d'Etat souligne que « l'exercice de la liberté d'expression est une condition de la démocratie ». Et quelques lignes plus loin, il commet un attentat contre cette liberté d'expression. [...] Les voies de recours internes sont épuisées, mais les avocats de Dieudonné ont six mois pour saisir la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Et la décision du Conseil d'Etat ne tiendra pas. La France est déjà classée 3e**

pour les atteintes à la liberté d'expression, avec 25 condamnations, devant la Russie. Elle n'est pas près de nous rattraper... »

Bilan de la semaine de Valls : certes, pendant qu'on parlait de Dieudonné, on évitait la question du chômage et du marasme dans lequel les socialistes entraînent le pays. Mais la France, suite à cette histoire, est la risée du monde entier. On est ouvertement dans une justice d'exception digne d'une République totalitaire. Les élites juives, en montant au créneau de manière imbécile, ont alimenté de la pire façon l'antisémitisme, en montrant qu'on ne pouvait se permettre, avec une communauté privilégiée, ce qu'il est possible de faire avec d'autres. Il sera d'autant plus facile, après cette semaine folle, à Soral et ses amis d'expliquer que la République est aux ordres des juifs ! Dieudonné, agent de l'Iran et islamo-collabo notoire, est devenu le héros de la parole libre, grâce à son meilleur impresario, Valls en personne. Les musulmans, principaux clients de l'humoriste, forts de ces décisions de justice, vont bientôt demander un délit d'islamophobie. Ils ne peuvent, dans leur démarche de conquête, que se réjouir du discrédit de notre pays, et du fait que la boutique n'est plus tenue dans l'Hexagone. Surtout, la France a encore davantage une image, de plus en plus justifiée, de République bananière, avec une justice aux ordres du pouvoir, et une liberté d'expression qui dépend de la bonne volonté de l'apprenti-dictateur de la place Beauvau et de ses complices.

Et c'est cet homme là, Valls, qui incarne de plus en plus la dictature socialiste qui se met en place, que Hollande veut envoyer à Matignon, au lendemain des municipales ?

Paul Le Poulpe